

Moscou : 1400 arrestations après une manifestation pour réclamer des élections libres



Une manifestation de l'opposition, samedi à Moscou, s'est terminée par de nombreuses arrestations qui inquiètent l'Union européenne.

Une semaine après une manifestation de plus de 20 000 personnes à Moscou, les autorités russes ont décidé de hausser le ton face à la contestation. Une autre manifestation organisée le samedi 27 juillet s'est terminée par une vague d'arrestations. La police russe a arrêté 1373 manifestants, selon un bilan dimanche de l'ONG OVD-Info spécialisée dans le suivi des manifestations. Selon l'organisation, il s'agit du plus grand nombre d'arrestations depuis le mouvement de contestation de 2012 contre le retour au pouvoir de Vladimir Poutine.

Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, plus de 3 500 personnes s'étaient rassemblés ce samedi, pour une manifestation non autorisée demandant la tenue d'élections libres en Russie.

"Ces détentions et le recours disproportionné à la force contre des manifestants pacifiques (...) portent une fois de plus gravement atteinte aux libertés fondamentales d'expression, d'association et de réunion", a réagi dans un communiqué dimanche la porte-parole de la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini. L'ONG Amnesty International a aussi dénoncé un "recours à la force excessif" de la police russe, et a appelé à une "libération immédiate des protestataires pacifiques".

Cette mobilisation fait suite au rejet des candidatures indépendantes en vue des élections locales du 8 septembre. Mi-juillet, la commission électorale de Moscou a exclu de ce scrutin pourtant mineur une soixantaine de candidats, dont la quasi-totalité des opposants indépendants, pour des vices de forme ou des irrégularités. Certains candidats concernés ont dénoncé des irrégularités fabriquées selon eux de toutes pièces et ont accusé le maire loyal au pouvoir, Sergueï Sobianine, de vouloir étouffer l'opposition. "Nombre d'observateurs y voient un recul démocratique inédit, mais aussi un geste de faiblesse du pouvoir", souligne Le Monde.